

# Comment douter de la sécurité ?

Dans quelle mesure les mots produisent-ils de l'insécurité ? La "mise en spectacle" de la question sécuritaire, la construction d'une image de "l'ennemi social", découlent des intérêts des professionnels de la sécurité à se rendre indispensables en montrant le danger au coin des rues de nos cités. On prend alors l'habitude de percevoir le danger sous la tranquillité, de le dénicher même là où la paix règne. Les discours publics sur l'insécurité, tragi-comiques, superfétatoires, créent cet état d'esprit.

par **Didier Bigo**,  
rédacteur en chef  
de la revue  
*Culture & Conflits*

Dans quelle société vivons-nous ? Comment expliquer les violences du monde ? Que se passe-t-il dans la rue derrière chez nous ? Le déferlement des images du journal télévisé de 20 heures, des "grands reportages" sur le proche et le lointain, sur les conflits en cours, sur les violences dans les banlieues, sur l'arrivée de flux massifs d'immigrants aux frontières, sur la délinquance au cœur de ces havres de consommation que sont les hypermarchés, tendent à nous convaincre du déclin de la civilisation en ce début de siècle. Les barbares sont parmi nous. Parfois basanés et reconnaissables, ils sont aussi parfois les amis de nos enfants, voire nos enfants eux-mêmes si on ne les reprend pas "en main", si on ne leur inculque pas les valeurs de l'ordre et de la morale.

Si les "experts" se disputent sur les causes (l'urbanisation, la crise économique, la présence des immigrés, la montée du multiculturalisme, la fin de l'intégration par l'école et le service militaire), ils partagent un même diagnostic : la société va mal<sup>(1)</sup>. Nous vivons dans un monde à la dérive, empli de risques et de menaces insidieuses que la mondialisation exporte, infiltre dans notre pays. Une seule solution : se ressaisir immédiatement, punir bien sûr les auteurs de trouble, même si la prison ne réhabilite plus, mais aussi inverser la pente du désordre, par une logique proactive de surveillance et de contrôle : anticiper les événements, repérer les délinquants potentiels avant même qu'ils n'aient envisagé d'agir, socialiser dès le plus jeune âge, et en finir avec la permissivité des années post-Soixante-huit. Le maître-mot est "la lutte contre l'insécurité". Les ressources de la technologie (informatique, télématique), une meilleure efficacité des agences publiques de sécurité (polices municipales et nationales, gendarmerie, douanes, services de renseignements) et la participation du privé (sociétés commerciales de télésurveillance, gardiennage...), pourraient éviter de nous faire plonger dans cet avenir cauchemardesque de la guerre urbaine, des luttes ethniques et du déferlement des bandes de jeunes sur les bords de Seine.

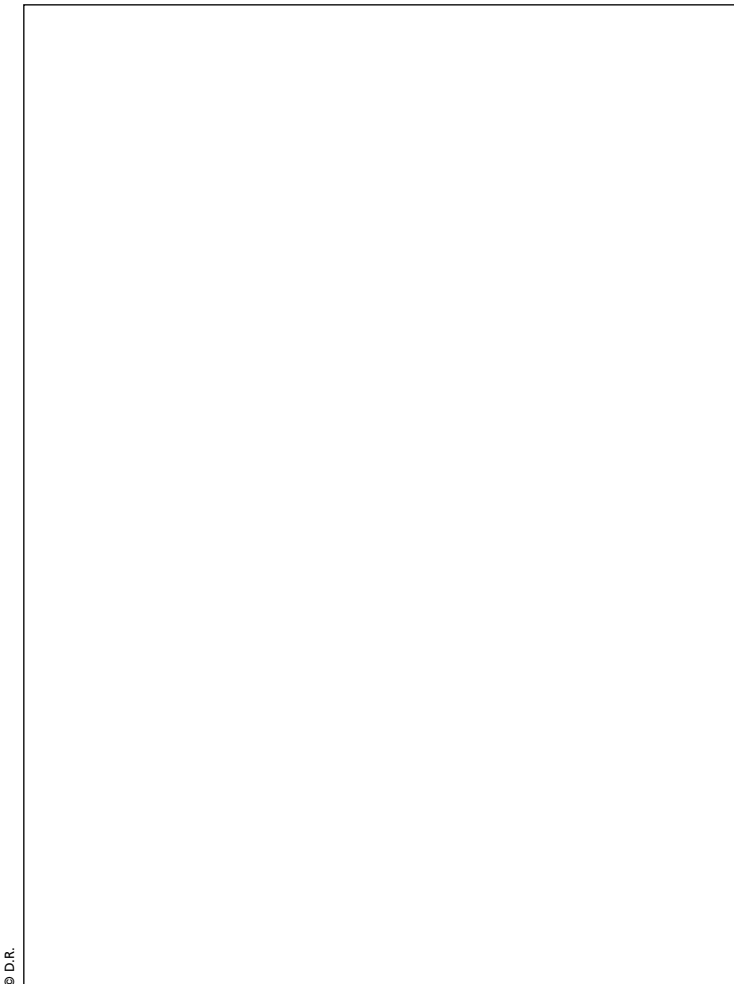
Il faut pour cela une volonté politique sans faille, une collaboration internationale des forces de l'ordre, et la compréhension du public. L'heure est grave, des mesures d'exception sont justifiées. Le

1)- Voir Richard Bousquet, *Insécurité : nouveaux risques. Les quartiers de tous les dangers*, L'Harmattan, Paris, 1998 ; Alain Bauer, Xavier Raufer, *Violences urbaines et insécurités urbaines*, Puf, coll. Que sais-je ?, Paris, 1998, 128 p. ; avec plus de distance mais dans la même veine, Sebastian Roché, *La société incivile. Qu'est-ce que l'insécurité ?*, Seuil, Paris, 1996, 245 p. ; pour un débat plus serein, voir Philippe Robert et Sebastian Roché, "Insécurité et libertés", in *Les Cahiers de la sécurité intérieure*, n° 19, janvier 1995 ; et a contrario de ces thèses, Laurent Bonelli et Gilles Sainati, *La machine à punir : pratiques et discours sécuritaires*, L'Esprit frappeur, Paris, 2000 ; sans oublier les excellents travaux du début des années quatre-vingt de Henry Coing et Christian Meunier, *Insécurité urbaine : une arme pour le pouvoir*, Anthropos, Paris, 1980 ; et ceux de Werner Ackermann, Renaud Dulong et Henri-Pierre Jeudy, *Imaginaires de l'insécurité*, Librairie des méridiens, Paris, 1983.

temps n'est pas à la tergiversation, au débat public sur l'équilibre sécurité-liberté... car la République est en danger !

Ce climat de panique morale hante la culture populaire<sup>(2)</sup>. On le retrouve dans le récent film de Steven Spielberg, *Minority report*, qui met en exergue un futur où la police intervient avant la commission des crimes grâce à des "précogs" (de "précognitifs"), illustrant le fantasme actuel de la police proactive ou, à travers la filmographie américaine de série B, qui invente des sauveurs musclés face aux hordes de barbares. Des sauveurs qui ont bien compris que le respect tatillon de la légalité n'est plus de mise, qu'ils soient incarnés par Chuck Norris ou Sylvester Stallone. Il hante aussi les reportages de certains journalistes revenus de "terres interdites", de ces fameuses zones grises, de non-droit, où ils ont osé aller, et qui se vivent comme des Joseph Conrad parce qu'ils sont allés "aux Mureaux" (Yvelines). Ce climat est aussi évoqué dans l'atmosphère feutrée des bureaux des préfectures et des

2)- Voir James Sheptycki, *Issues in transnational policing*, Routledge, London, 2000 ; voir aussi Stéphane Palidda, "La criminalisation des migrants", *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1999-3.



© D.R.

**"Contrairement à une idée préconçue et erronée qui veut qu'il soit exotique, le rasta est de tous les pays ; l'angle de vue sous lequel il perçoit les rapports sociaux crée, entre lui et les lois des pays dits civilisés, un malentendu permanent."**  
*L'Assiette au beurre*, 27 février 1904, p. 2.



mairies, où le coup d'œil inquiet vers la rue montre que même la populace d'ici, que l'on connaît si bien, est susceptible de déboucher sans crier gare. Il atteint les ministères et fait rêver au sursaut national nécessaire.

### *La "grande invasion", un bon vieux "nouveau péril"*

Les objets récents des discours politiques français, britannique, américain ou même européen se sont fait l'écho de cette panique et l'ont mise en scène, l'ont mise en mots. Son énonciation est indissociable de son existence et de la croyance en sa réalité. On a lu le monde comme un monde de désordre et de chaos succédant à une prétendue stabilité bipolaire<sup>(3)</sup>. Les discours sur la sécurité ont en fait consisté en des discours d'insécurité, visant à troubler et à inquiéter plutôt qu'à rassurer et à protéger. La "sécurisation de l'immigration et de l'asile" n'a pas consisté à sauvegarder les individus des périls qui les menacent lors de leur exode, mais au contraire à les "insécuriser", à les "anonymiser" pour pouvoir les traiter comme des "foules", des "masses" dangereuses. Des associations sémantiques entre criminels, migrants, terroristes, pratiquants de l'islam ont permis des "regroupements naturels" des événements dans les pages des principaux quotidiens, dans les journaux télévisés et dans les discours politiques<sup>(4)</sup>. Les références circulaires ont fait office de "vérité".

Les hordes de réfugiés et de miséreux venant du Sud et de l'Est ont remplacé le péril des chars soviétiques. Les récits imagés de la "grande invasion" des migrants en France, du "raz-de-marée" de leur arrivée en Angleterre, du "trou dans la digue" que leur présence crée aux Pays-Bas, montrent comment s'incarne, dans chaque imaginaire national, l'obsession du contrôle des frontières et la peur des hommes politiques de ne plus gérer, au moins symboliquement, les flux de personnes<sup>(5)</sup>. Les migrants deviennent un défi quotidien à leur autorité et les sans-papiers une insulte à l'application de la loi. Les rhétoriques s'enflamment à leur rencontre.

Les discours sur la tolérance zéro à l'égard des zones où s'entassent les pauvres disent de manière crue la croyance dans les vertus de l'intolérance. Le non respect de l'autorité doit se payer cher. Les illégalismes inévitables dans la vie sociale doivent être pourchassés. On construit, avec des notions comme celles d'"incivilités", des indicateurs de comportements non conformes, allant au-delà de ce qui est pénalement condamnable. La remise en ordre morale à laquelle la gauche s'est convertie – de Bill Clinton à Tony Blair en passant par Jean-Pierre Chevènement – repose sur ce postulat que les pauvres sont individuellement responsables de leur malheur et sur le refus de prendre en compte l'argumentaire qui explique la pauvreté et la délinquance par les conditions sociales. Chacun est censé choisir son destin.

3)- Pour une analyse détaillée de ces discours sur l'immigration, voir Ayse Ceyhan, Anastassia Tsoukala, "Le contrôle de l'immigration : mythes et réalités", *Cultures & Conflits*, 3-1997 ; ainsi que les numéros *Sécurité et immigration*, et le dernier numéro, *De Tampere à Séville, les enjeux de l'insécurité*.

4)- Alessandro Dal Lago, *Non-Persone. L'esclusione dei migranti in una società globale*, Feltrinelli, Milan, 1998.

5)- Sur ces imaginaires des peurs de l'immigré et les logiques de contrôle, voir Didier Bigo, Guild Elspeth (ed.), *Controlling frontiers of the EU: the Ban-opticon*, Ashgate, Londres, 2003 ; voir aussi Andrea Rea, *Immigration et racisme en Europe*, Complexe, Bruxelles, 1998 ; et aussi Anastassia Tsoukala, "Le discours grec sur la criminalité des étrangers", *Hommes & Migrations*, n° 1218, mars-avril 1999.

Les discours sur les banlieues en France ou sur les “*inner cities*” au Royaume-Uni et aux États-Unis croisent la peur du pauvre et de l’immigrant à travers la figure du jeune issu de l’immigration sans travail et de religion différente, et concentrent plus que tous les autres discours la peur du déclin, la hantise de la différence de comportement et l’angoisse de la perte des valeurs morales d’antan.

Mais, s’il peut s’orienter vers des formes de racisme quand il est exprimé par l’extrême droite, ce discours n’y est pas forcément lié. De même la combinaison de l’angoisse du déclin et des logiques proactives où il faut anticiper toujours plus, fait tomber les barrières de l’âge auquel on est responsable. Les suivis médicaux et scolaires sont censés anticiper chez les plus jeunes les tendances à la déviance.

La figure du délinquant, du criminel, laisse place à celle des “incivils”, la figure de l’étranger à celle de “l’immigré”. Les catégories juridiques s’effacent et les nouvelles figures abolissent les frontières du droit au profit de logiques du flou. L’ennemi visible, repérable, identifiable et souvent externe est remplacé par des menaces dites transversales, par un ennemi intérieur invisible, sournois, insidieux, que seuls des experts peuvent découvrir.

Ne pas y croire, c’est s’aveugler, nous dit-on. Mettre en doute le “diagnostic” dans sa totalité est de plus en plus irrecevable comme tel. On peut certes contester l’ampleur, la gravité des événements présents, mais la tendance est là. C’est une question de mois, d’années. Autant s’y prendre immédiatement. On peut contester le bien fondé de telle ou telle mesure au nom d’une autre conception de l’efficacité, mais il n’est pas possible de remettre en cause la politique dans son ensemble. La lutte contre les insécurités est une priorité gouvernementale incontournable, admettait déjà Élisabeth Guigou lorsqu’elle était Garde des sceaux, même si elle objectait aux mesures proposées par son collègue de l’Intérieur. L’actuel ministre de la Justice n’ose même plus affronter directement le ministre de l’Intérieur, qui est aussi maintenant celui de la Sécurité intérieure, et qui, via les préfets, voudrait reconfigurer un appareil répressif “allégé” pour une justice jugée trop lente.

La “sécurisation de l’immigration et de l’asile” n’a pas consisté à sauvegarder les individus des périls qui les menacent lors de leur exode, mais à les “anonymiser”, pour pouvoir les traiter comme des “foules”, des “masses” dangereuses.

### *Le droit de douter*

Et pourtant, ce sont ces certitudes sur les insécurités et leur devenir que nous voulons interroger. Il s’agit de douter jusqu’au bout de ces vérités qui nous sont assénées en permanence, de les interroger sur leur statut, sur les procédures qui les ont instituées comme telles, en en faisant la genèse, en en décrivant les procédés rhétoriques, en en



6)- Concernant les rhétoriques de l'exceptionnalisme", voir Albert Hirschman, *Deux siècles de rhétorique réactionnaire*, Fayard, Paris, 1990.

7)- Concernant le phénomène du bouc émissaire et la permanence de la pensée magique dans la société contemporaine, voir James George Frazer, *Le rameau d'or*, Robert Laffont, coll. Bouquins, Paris, 1984 ; Arthur Maurice Hocart, *Rois et courtisans*, Seuil, coll. Recherches anthropologiques, Paris, 1978, 383 p. ; Marcel Mauss, *Sociologie et anthropologie*, Puf, Paris, 1989 (1<sup>ère</sup> éd. 1950), 482 p. ; René Girard, *La violence et le sacré*, Grasset, Paris, 1982.

8)- Sur la construction de l'image de l'ennemi, Michael P. Rogin, *Ronald Reagan, the movie and other episodes of political demonology*, University of California Press, septembre 1998.

9)- Michel Foucault, "Il faut défendre la société", cours au Collège de France, 1976, Gallimard-Seuil, 1997.

10)- Murray Edelman, *Pièces et règles du jeu politique*, Seuil, coll. La Couleur des idées, Paris, 1991, 253 p.

11)- Ole Waever, Barry Buzan, Morton Kelstrup et Pierre Lemaitre, *Identity, migration & the new security agenda in Europe*, Center for peace conflict research, St. Martin's Press, Copenhagen, New York, 1993 ; Jeff Huysmans, *Making unmaking the European disorder; meta-theoretical, theoretical and empirical questions of military stability after the Cold War*, Katholieke Universiteit, Leuven, 1996, 250 p. ; Jef Huysmans, "Migrants as a security problem: dangers of 'securitizing' societal issues", in Robert Miles, Dietrich Thränhardt (eds), *Migration and European integration: the dynamics of inclusion and exclusion*, Pinter, Londres, 1995.

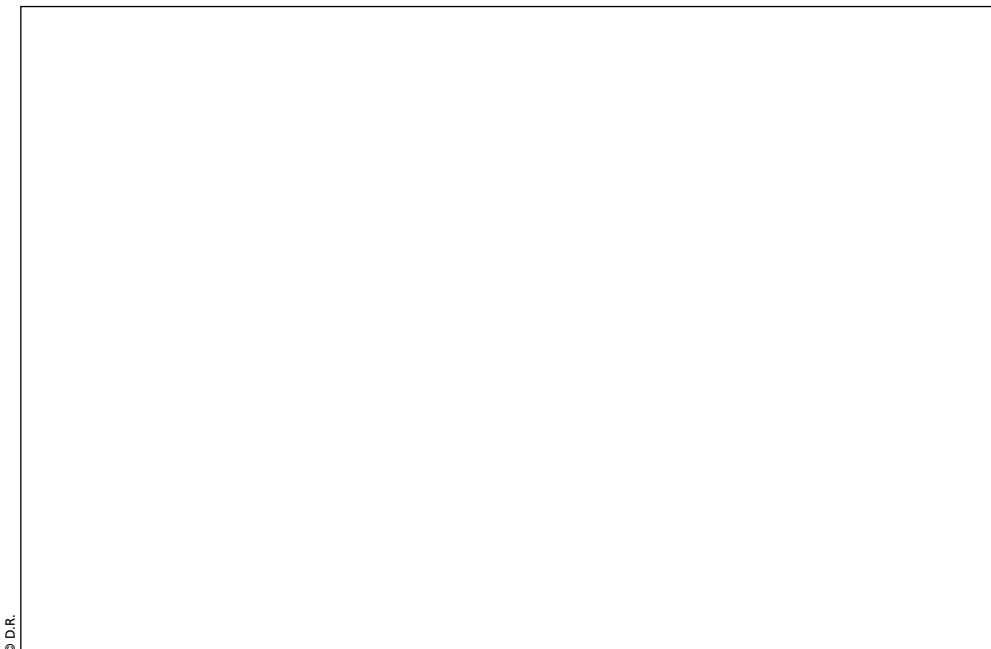
analysant les effets. Même si ceci n'est pas dans l'air du temps, et si questionner ces certitudes est souvent assimilé à une "négation de la réalité" par les experts, par les professionnels de la gestion des inquiétudes.

On ne manque pourtant pas d'instruments d'analyse pour mener à bien une telle interrogation. Ces discours de fin de siècle, évoquant le désordre postbipolaire, la destruction des identités nationales par la mondialisation, la perte des valeurs chez les jeunes, la "décivilisation" des villes n'ont de neuf que leur contenu. Sinon, ils puisent dans un imaginaire décliniste et dans des procédés rhétoriques traditionnels. Albert Hirschman, dans son ouvrage *Deux siècles de rhétorique réactionnaire*, en a montré les tenants et les aboutissants en insistant sur "l'argumentaire de la mise en péril" et sur la "justification de l'exceptionnalité des mesures antisubversives"<sup>(6)</sup>. Que l'apocalypse soit pour demain, que l'on tire argument de faits divers pour en montrer l'imminence et que l'on accuse tous ceux qui doutent ou rient de ces arguments, a un long passé. La pensée magique n'épargne pas le politique, et les sauveurs ont toujours besoin de circonstances dites exceptionnelles. Les analyses de James George Frazer, Arthur Maurice Hocart ou Marcel Mauss sont moins exotiques qu'on ne le voudrait<sup>(7)</sup>. Michael Rogin, à propos du maccartisme, a insisté sur la fabrication de l'inquiétude par les discours politiques, et a mis en évidence l'existence d'une tradition contre-subversive qui n'est nullement le fait de marginaux déclassés comme Joseph McCarthy lui-même, mais le fait des acteurs politiques centraux<sup>(8)</sup>. Les discours du type "il faut défendre la société", dont Michel Foucault a fait la généalogie, sont liés à une certaine façon de concevoir les rapports d'identité et d'inimitié<sup>(9)</sup>. Se doter d'un ennemi invisible et puissant, auquel on prête des intentions hostiles et des capacités sans limites (car il n'est pas subordonné, comme soi, au droit), est au cœur de l'activité politique des agences de sécurité, même en démocratie. Murray Edelman a mis en évidence à cet égard les jeux bureaucratiques et médiatiques, qui relaient les jeux politiques dans la construction des figures de l'ennemi et dans ce qui fait qu'une situation devient un problème politique<sup>(10)</sup>. Ole Waever, Jeff Huysmans et d'autres internationalistes ont montré comment s'est instauré un élargissement de la sphère de la sécurité, allant au-delà des questions de défense et incluant la sécurité de la société, les "incivilités", les peurs intimes<sup>(11)</sup>. La revue *Cultures & Conflicts* a fait le point sur les processus de "sécurisation" de l'immigration en montrant, détails à l'appui, comment se constitue une "vérité" sur l'immigration et la nécessité des contrôles. Ses promoteurs en connaissent les lacunes, mais elle organise à un tel point leur vision du monde qu'il leur est trop coûteux d'en changer, d'autant que cette "vérité" sert certains de leurs intérêts les plus triviaux (en terme de ressources) et les (re)légitime, à un moment où la disparition de l'en-

nemi soviétique avait fait douter de leur utilité sociale<sup>(12)</sup>. La question centrale d'après le 11 Septembre, comme le signale l'ex-responsable du MI5 Stella Remington dans son ouvrage récent, *Open secret*, est la suivante : *“La plus grande surprise dans tout cela pour moi, ayant passé une bonne partie des trente dernières années de ma vie professionnelle dans la lutte contre le terrorisme, a été non l'acte terroriste lui-même, mais l'hyperréaction à ce dernier. Que le monde entier ait été choqué par l'ampleur du désastre et son relais par les médias était inévitable, et est compréhensible... Mais que la réaction politique soit telle que l'on ait l'impression que ces actes constituaient une surprise totale, est déroutant.”*<sup>(13)</sup> Et elle développe une réflexion sur l'engrenage d'une politique au-delà de la politique ordinaire, d'une politique “exceptionnaliste”, avec le recours à des moyens extraordinaires

12)- Voir le site Internet de *Cultures & Conflicts*, <http://conflicts.org>, pour l'intégralité des numéros de la revue.

13)- Stella Remington, *Open secret : the autobiography of the former Director-General of MI5*, Arrow Book, Londres, 2002, préface p. 11.



© D.R.

brisant les garde-fous légaux protégeant les libertés publiques, et demandant aux services de renseignements d'aller toujours plus loin dans l'intrusion de l'intimité. C'est cette dimension de l'exceptionnel qui est au cœur du processus de l'“insécurisation” contemporaine. Il renoue avec la désignation d'un ennemi, permettant à deux camps résolument l'un contre l'autre d'émerger – comme dans la guerre contre le terrorisme de Georges Bush. Je l'ai nommé ailleurs “Banoptique”, en m'appuyant sur les travaux de Giorgio Agamben. Et c'est ce que l'on peut définir comme suit : la mise en place d'une société de surveillance routinière et intrusive, qui se concentre sur certains groupes désignés à l'avance comme les coupables potentiels et qui est

**“Aucune question ne se pose avec plus d'urgence que celle des étrangers. [...] Quand il s'agit des étrangers, il semble que les Français perdent leur sang-froid, qu'ils s'enivrent tantôt de générosité, tantôt de cruauté, des deux, parfois, tout ensemble.”**  
Emmanuel Berl,  
*Marianne*,  
13 février 1935, p. 1.



justifiée par des discours sur l'état d'urgence, dont le paradoxe est d'insister sur le caractère exceptionnel de la situation tout en cherchant en fait à s'installer dans la durée<sup>(14)</sup>. C'est l'entrée dans une "nord-irlandisation" du monde, où règnent en permanence les conditions de l'"exceptionnalisme"<sup>(15)</sup>.

### *Insécuriser pour sécuriser*

Les travaux des sociologues et des anthropologues, ou des "politistes" et des internationalistes, qui ont porté ces dernières années sur l'analyse des phénomènes de ségrégation urbaine, sur ceux du passage à la violence, sur les politiques de sécurité, sur les pratiques de l'islam en

France, sur la vie au quotidien dans les grands ensembles, n'ont cessé de relativiser la présentation du monde social en termes de danger et de risque. Les acquis de la recherche sur la situation des plus défavorisés, sur les pratiques locales de déviance, sur le ressentiment social que peut générer l'exclusion et sur l'impact des politiques publiques à cet égard, sont indéniables. Mais

cela n'empêche nullement les discours de peur et d'inquiétude de persister et de proliférer. La connaissance des pratiques n'influe en rien, car ce n'est pas l'ignorance des enjeux qui pousse à tenir ces discours, mais une "politique du déni" de ceux qui les énoncent : hommes politiques, hauts fonctionnaires, journalistes, membres de ces clubs internationaux qui font l'opinion. Ils savent pour la plupart que leur vision est disproportionnée par rapport à ce quotidien. Ils sont conscients des intérêts qu'ont les autres bureaucraties à s'emparer de ces thèmes, et sont les premiers à sourire des mises en récits imagés des médias.

Pour paraphraser Paul Veyne dans *Les Grecs ont-ils cru à leurs mythes ?*, on peut dire que les hommes politiques et les hauts fonctionnaires savent bien qu'ils racontent des fables, et que la libre circulation des personnes ne va pas créer un raz-de-marée d'immigrants, puisque les contrôles comme ils le disent justement n'ont pas été supprimés, mais modernisés, délocalisés, privatisés. Seulement, "saisis par leur rôle", les mêmes vont, officiellement, évoquer les risques et menaces découlant de la libre circulation. Et s'ils croient à ce mythe, c'est que, par ailleurs, il organise leur mode de pensée et structure les interactions discursives officielles, les modalités d'énonciation de la vérité, de la pensée d'État<sup>(16)</sup>.

Il n'y a donc ni croyance naïve dans la description d'un monde sans valeur, déstructuré, à la dérive, sauf peut-être chez certains dont l'idéologie décliniste obsessionnelle sert de prêt-à-porter intellectuel caricatural à ces idées, ni pure instrumentalisation, complot cynique

Le discours de sécurisation ne vient pas d'un "en haut" s'opposant à un "en bas". Il ne s'agit pas simplement de ce que l'on appelait autrefois une idéologie sécuritaire, ce discours vient de tous les lieux professionnels en même temps.

14)- Giorgio Agamben, *Homo Sacer, sovereign power and bare life*, Stanford University Press, 1998; Didier Bigo, "The Ban-opticon", in Didier Bigo, Guild Elspeth (ed.), *Controlling frontiers of the EU: the Ban-opticon*, Ashgate, 2003.

15)- Didier Bigo, "Reassuring and protecting, internal security implications of French participation in the coalition against terrorism", in Eric Hershberg and Kevin W. Moore, *Terrorism and the international order: contesting September 11 and its aftermath*, The New Press, 2002.

16)- Paul Veyne, *Les Grecs ont-ils cru à leurs mythes ?*, Seuil, coll. Des Travaux, Paris, 1983, 163 p.

de dominants en guerre contre les dominés. Il y a “mise en spectacle politique” des questions de sécurité, et constitution d’une gestion symbolique des inquiétudes, des peurs (fantasmatiques ou non) qui dérivent du changement social international actuel. Il y a construction sociale, à partir de faits précis, d’une image de l’ennemi qui n’est programmée par personne mais qui découle de la lutte des professionnels de la sécurité pour la hiérarchisation des priorités en termes de gravité des menaces et des risques. Il y a émergence d’intérêts communs à tous les professionnels de la sécurité à percevoir le monde comme un univers où le danger est au coin de la rue et où leur présence est indispensable. Il y a un *habitus* à percevoir le danger sous la tranquillité, à le dénicher même là où la paix règne. Il y a une capacité à convertir en savoir statistique, en séries, en données cet *habitus*, et à transformer en technologie politique, en modalité de gouvernement, la fabrication de l’inquiétude. Insécuriser pour sécuriser, sécuriser en insécurisant<sup>(17)</sup>.

17)- Didier Bigo, *Polices en réseaux : l’expérience européenne*, Paris, Presses de Sciences Po, 1996 ; *Terrorisme, guerre, sécurité intérieure, sécurité extérieure : les quatre mondes*, à paraître.

### *Rhétoriques tragi-comiques*

Cette technologie politique, ce dispositif qui investit nos discours, nos lois, nos complexes architecturaux possède une rationalité programmatique où la sécurité devient sans limites, où l’équilibre liberté-sécurité n’a plus de sens, où la sécurité n’est jamais un danger en elle-même. Ce dispositif s’impose comme discours de vérité par le poids et la crédibilité de ceux qui nous disent les dangers qui nous menacent et par sa capacité à venir des lieux les plus divers. Quand policiers, militaires, architectes, professeurs, responsables des transports joignent leurs voix et nous dessinent un tel tableau, comment le mettre en doute ? Le discours de sécurisation ne vient pas d’un “en haut” s’opposant à un “en bas”. Il ne s’agit pas simplement de ce que l’on appelait autrefois une idéologie sécuritaire, ce discours vient de tous les lieux professionnels en même temps. Les anecdotes se multiplient et convergent. Elles se font écho et tissent un réseau de signification globale.

Si on néglige la mise en forme, la mise en mots de ces anecdotes, de ces séries, on ne peut qu’y adhérer. Mais que le regard se distancie, qu’il se décentre vers les techniques de présentation visuelle et d’énonciation, et ce qui ressort en est alors l’artificialité, la répétitivité de tels procédés.

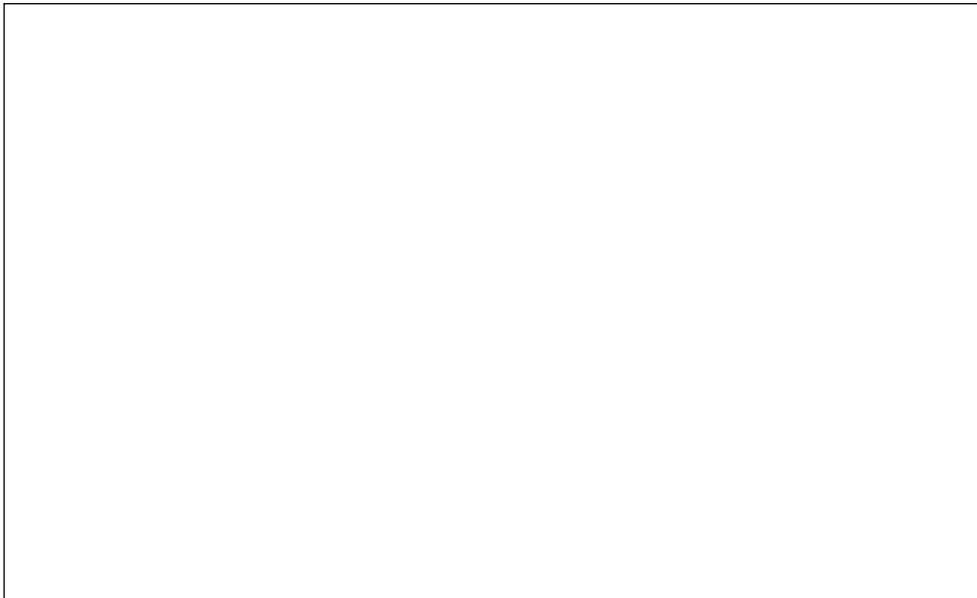
Les procédés rhétoriques de la mise en péril, les figures du discours concernant ces “nouvelles menaces” sont d’un classicisme archétypal. Les métaphores de la maladie du corps social, de la contamination, de la dégénérescence et de la nécessité d’anticorps, d’antivirus pour enrayer la contagion sont on ne peut plus connues. Il en va de même de celles sur la figure de l’ennemi infiltré. À chaque fois, le procédé est identique. On opère une montée en généralité par une série de trois





exemples : le premier doit frapper l'imagination par son caractère exceptionnel, le troisième doit être relié à une expérience intime de peur, et on les relie ensuite via un exemple intermédiaire qui doit convaincre de la généralité statistique du danger.

La mise en récit d'un monde d'insécurité se fait selon un répertoire riche en contenu, mais sa grammaire est d'une pauvreté presque risible. De là le caractère tragi-comique de ces rhétoriques. Tragiques en ce qu'elles déstabilisent les limites du droit et les usages de la démocratie en repoussant toujours plus les bornes de la sécurité pour en faire la seule valeur. Tragiques encore en ce qu'elles peuvent bannir, exclure, renvoyer vers la mort ou même tuer ceux, rares, qui leur servent de points d'application. Tragiques, enfin, dans leur capacité à devenir des



**Le 11 octobre 2002, cette photographie géante est placardée sur le mur d'un immeuble de la cité Gagarine à Romainville (Seine-Saint-Denis). L'auteur, Gil Bensmana, voulait illustrer la vie du quartier. La police dénonce un "appel à la violence". L'affiche est retirée.**

prophéties autoréalisatrices car les discours et pratiques de révolte et de haine sont rarement premiers ou autonomes, comme Frantz Fanon l'avait expliqué en son temps à propos de l'imaginaire du décolonisé. Ces discours de révolte et de haine se constituent souvent par identification et rejet, en puisant dans l'imaginaire cinématographique et musical américain, et dans l'imaginaire apocalyptique présenté par les agences de sécurité : l'identification à Saddam Hussein ou à Khaled Kelkal est du ressort de la provocation et est souvent réactif. Mais ces rhétoriques sont aussi comiques. Comiques, en ce que nous ne débouchons nullement sur un monde orwellien où Big Brother nous surveillerait en permanence, car les résistances des praticiens au quotidien, leur distanciation pratique à l'égard même de leurs rôles officiels et de leurs discours, limite de *facto* ces rhétoriques, les condamne à rester des rhétoriques. Nous sommes dans un théâtre d'ombres. Les applica-

tions de ces discours sont toujours ponctuelles et localisées. Leur prétention à la généralité est incantatoire. Elles entraînent certes un arbitraire, d'autant plus choquant qu'il est justement inefficace (dans les zones d'attente des aéroports, centres de rétention qui contrastent avec la facilité de déjouer les contrôles des frontières terrestres, tolérance zéro mobilisant des effectifs impressionnants sur un ou deux quartiers et qui délaissent les autres, contrôle dans les stades qui en abandonne les abords...). Mais les budgets s'imposent souvent comme les premières limites au discours de sécurisation. Et la sécurité a des coûts que l'on n'aime guère rappeler au contribuable, figure marchande du citoyen. Nos sociétés ne font donc pas ou peu usage des technologies qu'elles pourraient en théorie utiliser. Le 11 septembre 2001 n'a pas pour l'instant profondément changé cette relation, même s'il faut suivre en détail les restructurations des services, les tentatives de les fusionner et de les autonomiser du contrôle des juges et, par là, des citoyens. Notre avenir a donc peu de chance d'être celui que décrivent ces rhétoriques du déclin de la civilisation à la suite de l'invasion des barbares, ni celui des rhétoriques inverses du totalitarisme mou des démocraties et du risque fasciste associé aux technologies de pointe. La sécurité trouve toujours en pratique des limites, et se trouve confrontée à des résistances de tous les moments, de tous les acteurs, sans exception.

### *Les dangers de l'inversion systématique du discours*

On peut donc essayer de refuser l'arbitrage sécurité/liberté, au profit d'une sécurité sans limite. On peut aussi théoriser la sécurité en y insérant des doutes que nous espérons salutaires. Premier doute : la sécurité est-elle bien le contraire de l'insécurité ? L'insécurité diminue-t-elle quand on multiplie les discours de fermeté afin de rassurer et que l'on augmente la présence des forces de l'ordre pour protéger ? Et si la sécurité, en se développant par élargissement de sa sphère, générerait d'autres angoisses (peurs concernant l'environnement, l'alimentation, la situation dans les écoles...) ? La gestion des peurs et du "sentiment d'insécurité" relèverait d'une tâche de Sisyphe, jamais terminée.

Second doute : de la même manière qu'il existe un dilemme de la sécurité internationale, qui a créé la course aux armements (ce qui fait ma sécurité – plus d'armes – est ce qui insécurise l'autre), n'y a-t-il pas un dilemme de la sécurité intérieure ? Peut-on sécuriser les uns sans insécuriser les autres au sein d'une société complexe ? Peut-on n'insécuriser que les criminels et ne sécuriser que les "braves gens" ? Les procédures de surveillance et de contrôle peuvent-elles inmanquablement faire la différence, ou doit-on surveiller tout le monde, à tout le moins les populations à risque, pour éviter la délinquance ? Jusqu'où l'intrusion peut-elle aller ?



Troisième doute : les discours sur la sécurité ne produisent-ils pas de l'insécurité à travers des prophéties autoréalisatrices, où les ennemis virtuels qu'ils désignent réagissent à la stigmatisation et deviennent par moments bien réels, ce qui justifie ces discours *a posteriori* ? Les discours de sécurisation seraient alors eux-mêmes une menace à l'ordre public, et comme dans l'histoire de l'œuf et de la poule, il serait bien difficile de savoir qui est à l'origine de quoi.

Il n'y a pas à inverser systématiquement les propositions des discours de sécurité, et à les rendre responsables de l'insécurité, sinon à vouloir en montrer les inconséquences et les effets pervers. Certes cette position alternative, proche de celle de Noam Chomsky, fait voler en éclat la prétention à la vérité de ces discours et elle nous paraît utile dans un premier temps. Mais l'inversion systématique est aussi porteuse d'une rivalité mimétique. L'absence de morale change de camp, de même que la propension à fabriquer le désordre. Rétablir la balance, décrypter les stratégies des "entrepreneurs de morale sécuritaire", de leurs croisades, et en montrer les intérêts est certes important, mais il importe encore plus de se détacher des stratégies conscientes des acteurs pour comprendre comment leurs positionnements sociaux les amènent à partager, sans aucune connivence initiale, les mêmes croyances, les mêmes mythes et les mêmes attitudes. ◀



Michel Wieviorka, "La violence à la lumière de la notion de sujet"  
► Dossier *Violences, mythes et réalités*, n° 1227, septembre-octobre 2000

